

Dans le Lot-Et-Garonne, le gouvernement botte en touche

En 47, le gouvernement botte en touche.

Non on ne va pas vous parler de Rugby à AGEN, bien que l'envie de « rentrer dans le lard » de nos Républicains marcheurs se fasse de jour en jour plus forte localement ; Non on va vous parler d'un CFA qui date de 1964, qui a besoin d'urgence d'une sacrée rénovation sous peine de fermeture et qui peine à attirer le regard du gouvernement sur ses lézardes.

Les salariés du centre de formation de la chambre des métiers du Lot et Garonne sont inquiets pour leur avenir : Pensez ! **des locaux très usés voire obsolètes** pour certains, d'autres bâtiments interdits pour raisons de sécurité et un projet de rénovation qui tarde à aboutir, un cocktail qui a tout pour faire craquer les plus fragiles et qui pose de sacrés questions sur les véritables priorités du gouvernement.

Certes les problèmes ne sont pas apparus en quelques jours, la situation actuelle est le résultat d'années de rustines et de petits coups de pinceaux mais il n'en reste pas moins que l'urgence est là pour des élus qui se démènent réellement avec

conviction pour sauver le vieux galion. Paradoxalement **ce centre de formation Agenais attire de plus en plus d'apprentis**, huit cent actuellement, la meilleure progression de la région pour une palette de métiers très large qui va de l'automobile, l'alimentaire (pâtisseries, boulangers, bouchers, charcutiers) en passant par la coiffure, l'hôtellerie restauration, la carrosserie, chaudronnerie. L'enseignement prodigué est reconnu de grande qualité et produit son lot de champions aux olympiades des métiers et autres concours sans parler des très bons scores aux examens.

Précisons encore que ce centre de formation est le dernier à attendre une vraie rénovation en Nouvelle Aquitaine.

Pour autant le combat qui est mené avec acharnement par des élus chambre des métiers n'a **toujours pas permis de boucler le budget nécessaire à la rénovation**. L'agglo, le département, la région (7 millions d'euros tout de même) ont déjà confirmé leur engagement... Les 4 millions restants et manquants nécessiteraient l'engagement de l'état. De multiples contacts ont eu lieu en ce sens et ces jours-ci c'est la sénatrice LR de Lot et Garonne, Madame Bonfanti Dossat, qui a interpellé le gouvernement lors d'une séance au sénat. Question claire, arguments clairs...

*Réponse indigne de la représentante du gouvernement :
« adressez-vous à la région »...*

Ci dessous un extrait de son intervention (source Sud-Ouest)

Il nous semblait pourtant que l'apprentissage figurait bien dans les priorités du gouvernement ? Dans les faits les tenants de la « start-up nation » n'ont que faire des problèmes de territoires éloignés des palais de la république. Nos dirigeants ne se soucient guère de l'avenir des enfants d'une République dont ils préfèrent brader les valeurs d'égalité et de fraternité.

Le président de la chambre des métiers du Lot et Garonne, ne lâche pas le morceau mais a déjà prévenu qu'à défaut de soutien du gouvernement il serait bien obligé à moment donné de **songer à la fermeture.**

Faudra-t-il un mouvement d'ampleur des salariés pour espérer voir les lignes bouger ?

Le nouveau monde tant vanté par le gouvernement gagnerait en crédibilité en apportant enfin son soutien à ce projet, sauvant ainsi de nombreux emplois.

L'article du journal Sud-Ouest.